



**Groupe AREVA**

**Rapport semestriel**

**30 juin 2003**

## Sommaire

<b>1. Faits marquants</b>	<b>3</b>
1.1. Nucléaire	3
1.2. Connectique	4
<b>2. Compte de résultat</b>	<b>4</b>
2.1. Chiffre d'affaires	4
2.2. Résultat opérationnel	4
2.3. Résultat financier	5
2.4. Résultat exceptionnel	5
2.5. Impôts sur les bénéfices	5
2.6. Quote-part du résultat dans les sociétés mises en équivalence	6
2.7. Amortissement des écarts d'acquisition	6
2.8. Part des minoritaires	6
2.9. Résultat net	6
<b>3. Performance des pôles d'activité</b>	<b>6</b>
3.1. Pôle Amont	6
3.2. Pôle Réacteurs et Services	7
3.3. Pôle Aval	7
3.4. Pôle Connectique	8
<b>4. Flux de trésorerie</b>	<b>9</b>
4.1. Tableau des flux de trésorerie résumé	9
4.2. Flux de trésorerie disponible	9
4.3. Investissement financier	10
4.4. Trésorerie de clôture	10
<b>5. Eléments bilantiels</b>	<b>10</b>
5.1. Actifs immobilisés	10
5.2. Actifs et provisions de démantèlement et de RCD (Reprise et Conditionnement des Déchets)	10
5.3. Besoin en fonds de roulement	11
5.4. Trésorerie nette	11
5.5. Capitaux propres	12
<b>6. Evènements postérieurs à la clôture</b>	<b>12</b>
<b>7. Comptes consolidés</b>	<b>13</b>
7.1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes semestriels	13
7.2. Compte de résultat consolidé	14
7.3. Bilan consolidé	15
7.4. Tableau des flux de trésorerie consolidé	16
7.5. Variation des capitaux propres consolidés	17
7.6. Information sectorielle	17
<b>8. Annexe aux comptes consolidés</b>	<b>19</b>

## 1. Faits marquants

### 1.1. Nucléaire

- Pôle Réacteurs et Services [communiqué du 24 janvier] : la BU Equipement fournira 2 couvercles de cuves supplémentaires pour la centrale de North Anna, exploitée par Dominion (Etats-Unis).
- Pôle Réacteurs et Services [communiqué du 24 février] : la BU Réacteurs met en service, avec deux mois d'avance sur le planning initial, la seconde tranche de la centrale nucléaire de Ling Ao (Chine), dont l'îlot nucléaire a été fourni par Framatome ANP.
- Pôle Réacteurs et Services [communiqué du 31 mars] : la BU Réacteurs a remis son offre à Teollisuuden Voima Oy (TVO) pour la construction du cinquième réacteur nucléaire finlandais.
- Pôle Réacteurs et Services [communiqué du 4 avril] : la BU Services a remporté un contrat sur la modernisation des groupes électrogènes de secours de la centrale nucléaire américaine de Comanche Peak.
- Pôle Amont [communiqués des 8 avril et 4 juillet] : suspension de l'activité de la mine d'uranium de McArthur River, au Canada. Cette suspension de la production a été entraînée par une inondation survenue le 6 avril 2003. La production a repris le 4 juillet 2003, après obtention des autorisations nécessaires de la part des autorités de contrôle canadiennes.
- Pôle Réacteurs et Services [communiqué du 15 mai] : la BU Services remporte, au travers de sa filiale Intercontrôle, un contrat d'inspection de 29 cuves de réacteurs à eau pressurisée pour la période 2005-2010.
- Pôle Aval [communiqué du 21 mai] : la BU Ingénierie a remporté auprès de l'US-DOE (Department Of Energy) un premier contrat d'un montant de 30 millions d'euros dans le cadre du projet américain de Yucca Mountain. Ce contrat concerne la conception des systèmes de manutention des combustibles usés appelés à être stockés sur ce site.
- Pôle Amont [communiqué du 18 juin] : la BU combustible se voit attribuer un contrat à long terme pour le rechargement en combustibles de la centrale nucléaire Isar (Allemagne) qui se chiffre à plus de 20 millions d'euros.
- Pôle Amont [communiqué du 24 juin] : la BU Chimie a remporté deux contrats de conversion d'uranium naturel, avec EDF et ENUSA (Espagne) pour un montant total de l'ordre de 240 millions d'euros.
- Pôle Réacteurs et Services [communiqué du 30 juin] : la BU Equipement a été choisie pour fournir des couvercles de cuves de remplacement aux centrales nucléaires de Florida Power & Light Company.
- Pôle Amont : avancement des négociations avec Urenco dans le domaine de l'enrichissement. Dans le domaine de l'enrichissement de l'uranium, le groupe a poursuivi ses négociations avec Urenco, en vue d'acquérir la technologie d'enrichissement de l'uranium par ultra-centrifugation. Ces négociations, aujourd'hui en phase d'aboutissement, font suite au Mémorandum of Understanding (MOU) signé en 6 octobre 2002 entre les deux groupes.
- Processus global de révision des devis de démantèlement des installations nucléaires : les négociations entamées en 2002 avec EDF et le CEA, relatives aux devis de démantèlement des installations du groupe, se sont poursuivies. Des avancées significatives ont été réalisées. Notamment, EDF et COGEMA/AREVA ont abouti à un accord sur le montant du devis de démantèlement de l'usine de traitement des combustibles usés de la Hague, ainsi que sur les clefs de répartition des charges correspondantes. Ces éléments font partie d'un processus de négociation globale, intégrant également les charges relatives à la reprise et au conditionnement des déchets, et l'engagement d'EDF de faire procéder au traitement de son combustible usé au-delà de l'échéance de 2015. L'ensemble des résultats de ces négociations fera l'objet d'une communication à l'issue du processus global.

## 1.2. Connectique

- **Cession de la business unit MAI (Militaire Aérospatiale et Industrie)** : FCI a cédé le 30 avril 2003 la Business Unit Militaire Aérospatiale et Industrie. Cette cession illustre la volonté pour AREVA de se concentrer sur les marchés sur lesquels le groupe occupe une position de leader. La Business Unit Militaire Aérospatiale et Industrie a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires consolidé de 149 millions d'euros et employait 1 204 personnes au 31 décembre 2002.
- **Cession de l'activité "Cable & Assembly"**. FCI a signé le 8 mai 2003 avec Sanmina-SCI un accord de cession relatif à des actifs industriels dans le domaine "Cable & Assembly". Les produits concernés n'entrent pas dans le cœur de métier du groupe, ne présentent pas un niveau de rentabilité jugé suffisant, et sont susceptibles de concurrencer les activités de certains clients.

Le chiffre d'affaires annuel équivalent est de l'ordre de 70 millions d'euros. Le closing de cette opération est prévu pour le 9 janvier 2004.

- FCI a reçu le "2003 Distribution Award" décerné par l'association des distributeurs électroniques italiens, regroupant 120 distributeurs. Ce prix récompense en particulier les efforts faits par le groupe pour améliorer sa stratégie de distribution en Italie.

## 2. Compte de résultat

### 2.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe AREVA au premier semestre 2003 s'établit à 4 137 millions d'euros contre 3 982 millions d'euros au premier semestre 2002, soit une progression de + 3,9 %.

Dans le **Nucléaire**, le chiffre d'affaires s'établit à 3 402 millions d'euros contre 3 123 millions d'euros, soit une progression de 8,9 %. A données comparables, l'augmentation est de 12,9 %. La **Connectique** enregistre un chiffre d'affaires de 689 millions d'euros au premier semestre 2003, contre 813 millions au premier semestre 2002, soit un recul de 15,2 %.

En millions d'euros	S1 2002	S1 2003	Var. en %	2002
Nucléaire	3 123	3 402	+ 8,9 %	6 576
Connectique	813	689	- 15,2 %	1 560
Autres	46	46	+ 0,0 %	129
<b>Total</b>	<b>3 982</b>	<b>4 137</b>	<b>+ 3,9 %</b>	<b>8 265</b>

A données comparables<sup>(1)</sup>, l'évolution du chiffre d'affaires est de + 9,1 % :

- + 12,9 % pour le nucléaire avec une croissance marquée dans l'amont ainsi que dans les services et les équipements pour les réacteurs – ce taux de croissance n'est toutefois pas celui attendu sur l'année et résulte d'un cadencement des livraisons différent entre 2002 et 2003 ;
- - 1 % pour la connectique qui, dans un marché difficile - tant dans les télécoms que dans l'énergie aux Etats-Unis - stabilise son niveau d'activité par rapport au premier semestre 2002.

### 2.2. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel du groupe est de 161 millions d'euros, en léger recul de 4,2 % par rapport à celui du premier semestre 2002 qui était de 180 millions d'euros.

En millions d'euros	S1 2002		S1 2003		Variation en %	2002	
	M€	% CA	M€	% CA		M€	% CA
Nucléaire	306	9,8 %	274	8,1 %	- 10,5 %	649	9,9 %
Connectique	- 95	- 11,7 %	- 62	- 9,1 %	n.a	- 406	- 26 %
Autres	- 43	n.a	- 50	n.a	n.a	- 63	n.a
<b>Total</b>	<b>168</b>	<b>4,2 %</b>	<b>161</b>	<b>3,9 %</b>	<b>- 4,2 %</b>	<b>180</b>	<b>2,2 %</b>

(1) a/ Effet de périmètre (acquisition de Duke Engineering & Services en avril 2002, cession de la Business Unit MAI dans la connectique, en avril 2003), b/ effet de variation des taux de change (effet négatif de 177 millions d'euros) et c/ option contractuelle (dans l'activité d'enrichissement, certains clients exercent désormais l'option contractuelle qui leur permet d'apporter l'énergie nécessaire à la réalisation de nos prestations de services ; pour être comparable au chiffre d'affaires du premier semestre 2002, le chiffre d'affaires du premier semestre 2003 doit être ajusté de la valeur de cette énergie, précédemment achetée puis refacturée au client).

Avant coûts de restructuration, le résultat opérationnel du premier semestre 2003 s'élève à 251 millions d'euros, contre 204 millions d'euros en 2002, soit une progression de 23 % liée à la forte réduction des pertes de la connectique.

Le résultat opérationnel du **Nucléaire** avant coûts de restructuration est de 289 millions d'euros, contre 323 millions d'euros au premier semestre 2002, qui avait notamment bénéficié d'un niveau d'activité très élevé sur la période dans la Business Unit Combustible (pôle Amont). Après coûts de restructuration, qui se sont élevés à 15 millions d'euros, le résultat opérationnel s'établit à 274 millions d'euros contre 306 millions d'euros au premier semestre 2002, soit un taux de rentabilité opérationnelle de 8,1 %.

La **Connectique** améliore nettement sa performance en divisant ses pertes opérationnelles avant coûts de restructurations par plus de quatre : son résultat opérationnel avant coûts de restructuration passe de - 77 millions au premier semestre 2002 à - 18 millions d'euros au premier semestre 2003 <sup>(1)</sup>. Comte tenu de charges de restructuration plus élevées sur la période (44 millions d'euros sur le premier semestre 2003 vs 18 millions d'euros sur le premier semestre 2002), le résultat opérationnel de la Connectique s'établit à - 62 millions au premier semestre 2003 contre - 95 millions au premier semestre 2002.

Le poste **Autres** est constitué par :

- les charges liées à AREVA SA et ses filiales directes non stratégiques,
- les charges des structures de COGEMA et Framatome-ANP non réparties dans les pôles car bénéficiant au métier Nucléaire : par exemple, R&D sur les réacteurs de 4<sup>e</sup> génération,
- le résultat des activités non stratégiques destinées à être cédées : par exemple, Services de Duke Engineering & Services dans l'hydroélectricité.

## 2.3. Résultat financier

	S1 2002	S1 2003
Produits et charges de placement	- 21	9
Résultat de change	- 4	2
Résultat sur cession de titres	46	1
Dividendes reçus	53	28
Dépréciation de titres	- 69	19
Gestion de portefeuille de démantèlement	54	- 31
Inflation sur provision démantèlement	- 14	- 16
Autres	- 46	- 6
<b>Résultat financier</b>	<b>- 1</b>	<b>6</b>

Le résultat financier du premier semestre 2003 s'établit à 6 millions d'euros, contre -1 million d'euros sur la même période de 2002.

Le résultat financier du premier semestre 2003 n'intègre pas de plus-value de cession de titres significative.

## 2.4. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel du premier semestre 2003 ressort à 81 millions d'euros contre 76 millions d'euros au premier semestre 2002. Il renferme essentiellement la plus-value de cession de l'activité MAI (Militaire Aérospatiale Industrie) au sein du pôle Connectique ainsi qu'une reprise de provision pour pénalités de retard suite à l'issue favorable d'un litige avec l'administration fiscale. Le résultat exceptionnel du premier semestre 2002 était essentiellement lié à la cession de la filiale Sovaklé.

## 2.5. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts du premier semestre 2003 est de 107 millions d'euros, contre 51 millions d'euros au premier semestre 2002.

L'écart de 56 millions d'euros, pour un résultat avant impôts quasi identique, s'explique en particulier par :

- un impôt à taux réduit en 2002 sur la cession de la filiale Sovaklé, dont l'activité MAI cédée au premier semestre 2003 ne bénéficiait pas : impact de + 26 millions d'euros sur la charge d'impôts,
- l'effet de l'augmentation sensible des remontées de dividendes des filiales vers AREVA SA, soumis à la fiscalité du régime mère/fille : impact de +13 millions d'euros sur la charge d'impôts,
- la baisse des déficits imputables au titre du régime du bénéfice fiscal consolidé : impact de + 9 millions d'euros sur la charge d'impôts.

(1) Au cours du deuxième trimestre 2003, l'activité connectique renoue avec un résultat opérationnel positif (hors Military Aerospace Industry cédé fin avril 2003).

## 2.6. Quote-part du résultat dans les sociétés mises en équivalence

La quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence est de 18 millions d'euros au premier semestre 2003, contre 31 millions d'euros sur la même période de 2002. Cette baisse provient de la baisse du résultat de ST Microelectronics dont le groupe consolide 17,3 % du résultat à ce stade, c'est-à-dire la part détenue par la holding FT1CI où le groupe est majoritaire. Est déduite en intérêts minoritaires la quote-part correspondant à la participation de France Telecom.

## 2.7. Amortissement des écarts d'acquisition

Les amortissements d'écart d'acquisition s'élèvent à 55 millions d'euros au premier semestre 2003, contre 75 millions d'euros au premier semestre 2002. Cette baisse est liée à la dépréciation exceptionnelle passée en 2002 sur le goodwill de la connectique ainsi qu'à l'amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition constaté lors de la création d'AREVA, et comptabilisé en 2002 suite à des cessions de titres Total.

Dans la continuité des méthodes utilisées précédemment, le groupe a réalisé un "impairment test" sur les écarts d'acquisition inscrits à son bilan pour les activités Connectique. Cette évaluation a permis de conclure qu'il n'était pas justifié de procéder à un nouvel amortissement exceptionnel.

## 2.8. Part des minoritaires

La part des minoritaires dans le résultat du groupe au premier semestre 2003 est stable, à 48 millions d'euros, contre 44 millions d'euros au premier semestre 2002. Au premier semestre 2003, les minoritaires concernés sont :

En millions d'euros	Premier semestre 2003
34 % de Siemens dans Framatome ANP	23
6,3 % de France Telecom dans ST Microelectronics	12
40 % de minoritaires chez Eurodif	11
Autres	2

## 2.9. Résultat net

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus, le résultat net, part du groupe, ressort à 55 millions d'euros au premier semestre 2003, contre 104 millions d'euros au premier semestre 2002.

Le bénéfice net par action s'élève, au premier semestre 2003, à 1,56 euro contre 2,93 euros au premier semestre 2002.

# 3. Performance des pôles d'activité

## 3.1. Pôle Amont

En millions d'euros	S1 2002	S1 2003	Var. en %
Chiffre d'affaires	1 300	1 425	+ 9,6 %
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	242	176	- 27,3 %
Résultat opérationnel	238	168	- 29,4 %
% du CA	18,3 %	11,8 %	

### Chiffre d'affaires

Les ventes du pôle Amont progressent de 9,6 %, à 1 425 millions d'euros par rapport au premier semestre 2002. A données comparables, la progression est de + 19 %<sup>(1)</sup>. Ce rythme est nettement supérieur à celui attendu sur l'ensemble de l'exercice.

La croissance du chiffre d'affaires est essentiellement liée aux ventes de services d'*enrichissement*, dont la progression de 24,2 % est significativement supérieure à l'augmentation attendue sur l'année. L'année 2002 avait en effet connu une concentration des ventes au second semestre. L'activité progresse significativement en Amérique du Nord et en Asie.

(1) Impact défavorable des taux de change / Impact défavorable de l'électricité en transparence dans certains contrats d'enrichissement / Evolution de périmètre par intégration de Duke Engineering & Services au cours du premier semestre 2002.

Le chiffre d'affaires de la Business Unit *Mines* est en léger retrait (- 2,9 %). L'augmentation des volumes vendus a été compensée par une baisse moyenne des prix de vente. L'arrêt de 5 mois de la mine de McArthur (Canada), lié à des problèmes techniques, n'a pas eu d'impact sur le chiffre d'affaires. Les clients ont pu être livrés grâce au stock appartenant au groupe. La production de la mine a repris en juillet 2003.

Le chiffre d'affaires du *Combustible* progresse de 6,5 %, en ligne avec les prévisions annuelles. Les volumes sont stables mais bénéficient d'un effet mix produit favorable, en termes de chiffre d'affaires.

## Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 168 millions d'euros contre 238 millions d'euros en 2002. Son évolution est marquée par :

- l'arrêt temporaire de la mine canadienne de McArthur au second trimestre 2003. Cette mine a repris son activité début juillet ;
- une progression significative dans l'Enrichissement, qui enregistre un accroissement de ses volumes ;
- la non récurrence d'importantes livraisons dans le Combustible en 2002 (livraison du premier cœur de Ling Ao en Chine) et un effet mix défavorable sur la marge au premier semestre 2003, malgré l'augmentation des volumes vendus sur la période.

### 3.2. Pôle réacteurs et services

<i>En millions d'euros</i>	S1 2002	S1 2003	Var. en %
Chiffre d'affaires	840	990	+ 17,9 %
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	22	60	+ 172,7 %
Résultat opérationnel	11	57	+ 418,2 %
% du CA	1,3 %	5,8 %	

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du pôle Réacteurs et Services progresse de 17,9 % par rapport au premier semestre 2002, à 990 millions d'euros. Corrigée des effets de périmètre <sup>(1)</sup> et de variation de taux de changes, l'augmentation est de 18,9 %. Cette progression est sensiblement supérieure à celle attendue sur l'ensemble de l'exercice. La progression des ventes aux Etats-Unis, où le développement commercial est un objectif stratégique du groupe, représente à elle seule la moitié de la croissance de chiffre d'affaires du pôle.

Les Business Unit *Equipements* (+ 19,9 %) et Services aux Réacteurs (+ 25,9 %) ont connu une forte activité, notamment aux Etats-Unis, où d'importantes campagnes de contrôle et de remplacements de composants lourds sont en cours sur une partie significative du parc nucléaire.

La Business Unit *Réacteurs* (+ 39,5 %) progresse avec une augmentation de l'activité de contrôle commande (I&C), et une bonne réalisation des fins de contrats de construction des centrales d'Angra 2 (Brésil), et de Civaux (France).

Les ventes de la Business Unit *Technicatome* progressent de 36,8 %, en raison du démarrage d'importants contrats sur des systèmes de propulsion navale et des réacteurs de recherche obtenus fin 2002.

## Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est en nette progression, à 57 millions d'euros au premier semestre 2003, contre 11 millions d'euros sur la même période 2002, malgré l'absence de facturation de nouveaux projets de réacteurs neufs.

Il est en particulier tiré par la Business Unit Réacteurs, qui bénéficie d'opérations de fin de contrat favorables sur les réacteurs de Civaux et d'Angra 2 (facturations liées aux levées de garanties et à l'atteinte de performance des centrales).

### 3.3. Pôle Aval

<i>En millions d'euros</i>	S1 2002	S1 2003	Var. en %
Chiffre d'affaires	983	987	+ 0,4 %
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	59	53	- 10,2 %
Résultat opérationnel	57	49	- 14 %
% du CA	5,8 %	5,0 %	

(1) Intégration de Duke Engineering & Services au cours du premier semestre 2002.

## Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du pôle Aval est stable (+ 0,4 %), à 987 millions d'euros. Les variations de change n'impactent pas cette activité qui facture l'essentiel de ses prestations en euros.

Le chiffre d'affaires des Business Units *Traitement* et *Recyclage*, dont les ventes représentent les quatre cinquièmes des ventes du pôle, est inchangé. L'activité est marquée par la poursuite dans de bonnes conditions du contrat JNFL de formation des futurs opérateurs de l'usine japonaise de Rokkasho Mura et des grands contrats de traitement-recyclage.

Dans le *Recyclage*, les productions de pastilles de combustibles à oxyde mixte (MOX), sont actuellement légèrement inférieures aux cadences nominales en raison d'aléas techniques.

La Business Unit Logistique voit ses ventes poursuivre leur progression.

## Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 49 millions d'euros sur la période contre 57 millions d'euros en 2002. L'évolution de ce résultat est conforme à celle du chiffre d'affaires.

### 3.4. Pôle Connectique

En millions d'euros	S1 2002	S1 2003	Var. en %
Chiffre d'affaires	813	689	- 15,3 %
Résultat opérationnel avant coûts de restructuration	- 77	- 18	n.a
Résultat opérationnel	- 95	- 62	n.a
% du CA	- 11,7 %	- 9,1 %	

## Chiffre d'affaires

Le pôle Connectique enregistre au premier semestre 2003 un chiffre d'affaires de 689 millions d'euros, soit un recul de 15,3 % par rapport au premier semestre 2002. Corrigées des variations de périmètre<sup>(1)</sup> et des variations des taux de change, les ventes sont quasiment stables, à -1,0%.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2003 est en augmentation séquentielle de + 3,9 %, à taux de change et périmètre constants, par rapport au chiffre d'affaires du premier trimestre 2003.

L'activité *Communications Data Consumer (CDC)* baisse de 18,3 % par rapport au premier semestre 2002, principalement en raison des effets de change (hors effet de change, le recul est limité à - 2,1 %). Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2003 est cependant en augmentation séquentielle de + 1,3 %, à taux de change constants, par rapport au chiffre d'affaires du premier trimestre 2003. L'activité reste atone dans le secteur des télécoms.

La Business Unit *Electrical Power Interconnect (EPI)* voit ses ventes reculer de 22,1 % (- 11,6 % hors effets de change). Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 2003 est cependant en augmentation séquentielle de + 6,3 %, à taux de change constants, par rapport au chiffre d'affaires du premier trimestre 2003.

La Business Unit *Automobile* poursuit sa progression, avec une augmentation des ventes de 1,2 % (+ 6,5 % hors effet de change).

Dans un marché où la demande a été faible pour la carte à puce, la Business Unit *Microconnexion* enregistre une baisse de 15,9 % de son chiffre d'affaires sur la période.

## Résultat opérationnel

Le plan de redressement mis en place depuis début 2002 continue de produire ses effets : la perte opérationnelle avant coûts de restructuration s'établit à 18 millions d'euros, contre une perte de 77 millions au premier semestre 2002. Cette évolution est le résultat :

- de la cession de MAI : impact de - 9 millions d'euros ;
- des effets de change : impact de + 7 millions d'euros ;
- des effets de volume et de prix : impact de - 18 millions d'euros ;
- de la réduction de 48 millions d'euros des coûts de production ;
- de la réduction de 31 millions d'euros des coûts hors production.

(1) Cession de la Business Unit Militaire Aérospatial Industrie – MAI le 30 avril 2003 qui avait réalisé un chiffre d'affaire de 149 millions d'euros en 2002.



Hors activité *Military Aerospace Industry (MAI)* cédée le 30 avril 2003, et avant coûts de restructuration, le pôle atteint sur le deuxième semestre 2003 son point mort avec un résultat opérationnel de + 0,8 million d'euros contre - 16,7 millions d'euros au premier trimestre.

La Business Unit *Communication Data Consumer (CDC)* a vu sa perte opérationnelle divisée par deux entre le premier semestre 2002 et le premier semestre 2003.

La Business Unit *Automobile* maintient quant à elle son niveau de rentabilité.

Les marchés américains et européens des connecteurs électriques, relativement atones au premier semestre, pénalisent le résultat opérationnel de la business unit *Electrical Power Interconnect (EPI)*.

Les coûts de restructuration du premier semestre 2003, à 44 millions d'euros, sont nettement supérieurs à ceux du premier semestre 2002 qui s'élevaient à 18 millions d'euros.

Après prise en compte de ces coûts de restructuration, le résultat opérationnel du premier semestre 2003 ressort à - 63 millions d'euros contre - 95 millions d'euros au premier semestre 2002.

## 4. Flux de trésorerie

### 4.1. Tableau des flux de trésorerie résumé

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
Marge brute d'autofinancement	495	535	1 011
Variation du besoin en fonds de roulement	453	(120)	(104)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>947</b>	<b>415</b>	<b>907</b>
Investissements corporels et incorporels nets	(155)	(178)	(200)
Variation des avances clients finançant les investissements	(30)	(56)	(71)
<b>Flux de trésorerie disponible (Free cash-flow)</b>	<b>762</b>	<b>181</b>	<b>636</b>
Investissements financiers nets	84	(164)	(213)
Apports en fonds propres		18	-
Dividendes versés	(295)	(38)	(262)
Augmentation (diminution) des dettes	(108)	(25)	72
Cession (achats) de titres de placement	80		995
Impact des variations de taux de change	3	(13)	23
<b>Augmentation (diminution) totale de la trésorerie</b>	<b>526</b>	<b>(41)</b>	<b>1 250</b>
Trésorerie à l'ouverture*	1 929	1 499	1 499
Moins reclassement des titres de placement			(819)
<b>Trésorerie à l'ouverture de l'exercice*</b>	<b>1 929</b>	<b>1 499</b>	<b>680</b>
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice*</b>	<b>2 456</b>	<b>1 458</b>	<b>1 929</b>

\* Trésorerie nette des soldes bancaires créditeurs.

### 4.2. Flux de trésorerie disponible

La Marge Brute d'Autofinancement du premier semestre 2003 est en léger recul, à 495 millions d'euros contre 535 millions d'euros au premier semestre 2002. L'EBITDA<sup>(1)</sup> du groupe ressort à 558 millions d'euros au premier semestre 2003.

La variation de BFR est conjoncturellement favorable au premier semestre 2003. Le BFR se réduit de 453 millions d'euros, dont 471 millions d'euros de variation du BFR opérationnel. Le premier semestre 2003 a en effet été marqué par une augmentation significative des avances clients, le décalage de règlement d'un important avoir client, et la réduction des stocks dans la mine notamment en raison de l'incident survenu dans la mine de McArthur. Il est à noter que la variation de BFR de l'ensemble de l'année 2003 devrait être inférieure à celle du premier semestre.

Compte tenu d'un niveau d'investissement industriel relativement stable, à 155 millions d'euros net de cessions, le flux de trésorerie disponible généré par le groupe est en très forte augmentation, à 762 millions d'euros contre 181 millions d'euros au premier semestre 2002 où la variation de BFR avait été de - 120 millions d'euros.

Le flux de trésorerie opérationnel généré par les métiers au premier semestre 2003 s'élève à 809 millions d'euros, dont 864 millions d'euros pour le nucléaire et - 43 millions d'euros pour la connectique.

(1) Résultat Opérationnel avant amortissements et provisions (hors ceux sur actifs circulants).

### 4.3. Investissement financier

Les investissements financiers nets se sont élevés à - 84 millions d'euros au premier semestre 2003. Ce solde reflète essentiellement la cession de l'activité MAI dans le pôle Connecticut, un deuxième versement concernant la vente de la filiale Sovaklé, cédée en 2002, et le versement d'une caution aux douanes américaines dans le cadre du litige en cours avec l'USEC.

### 4.4. Trésorerie de clôture

Le montant des dividendes versés au titre de l'exercice 2002 (décaissé en juin 2003) s'élève à 295 millions d'euros. 220 millions d'euros ont été versés aux actionnaires d'AREVA et 50 millions d'euros ont été versés à Siemens, actionnaire à 34 % de Framatome ANP.

Ainsi, l'augmentation de trésorerie s'est élevée au premier semestre 2003 à 526 millions d'euros. Compte tenu d'une trésorerie de 1 929 millions d'euros à l'ouverture de l'exercice, le niveau de trésorerie à la clôture<sup>(1)</sup> ressort à 2 456 millions d'euros.

## 5. Eléments bilantiels

Le bilan consolidé est présenté au paragraphe 7.3.

### 5.1. Actifs immobilisés

Les écarts d'acquisition nets s'élèvent au 30 juin 2003 à 1 434 millions d'euros, contre 1 537 millions d'euros à la clôture de l'exercice 2002. Les écarts d'acquisition n'ont pas fait l'objet d'amortissement exceptionnel sur la période. Les autres immobilisations incorporelles nettes ont peu évolué sur la période.

Les immobilisations corporelles nettes diminuent de 170 millions d'euros par rapport à la fin de l'exercice 2002. Cette évolution constitue une tendance à moyen terme, au périmètre actuel du groupe, dans la mesure où les grandes installations industrielles sont réalisées et où les amortissements représentent des montants supérieurs aux investissements.

Les titres mis en équivalence et les autres immobilisations financières ne varient pas de façon significative par rapport à la clôture de l'exercice 2002.

### 5.2. Actifs et provisions de démantèlement et de RCD (Reprise et Conditionnement des Déchets)

L'évolution de la situation bilantielle entre le 31 décembre 2002 et le 30 juin 2003 concernant les actifs et passifs de démantèlement et RCD se résume au tableau suivant :

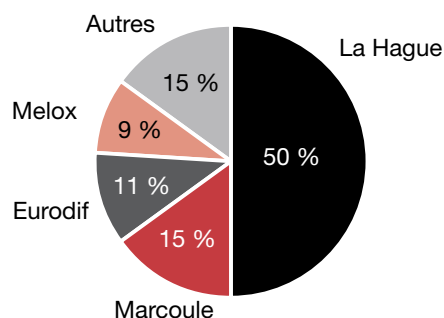
En millions d'euros	31/12/2002	30/06/2003
<b>ACTIF</b>		
<b>Actifs de démantèlement et RCD</b>	<b>9 223</b>	<b>9 161</b>
- Quote-part AREVA (restant à amortir)	1 194	1 176
- Quote-part des tiers	8 029	7 985
<b>Portefeuille financier dédié</b>	<b>2 127</b>	<b>2 063</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>Provisions liées à AREVA</b>	<b>4 263</b>	<b>4 274</b>
<b>Provisions liées aux tiers</b>	<b>8 029</b>	<b>7 985</b>

Les évolutions sont peu significatives sur la période. La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Au cours du premier semestre 2003, le groupe a procédé à la révision du devis de démantèlement de l'usine de la Hague, dont le poids est le plus important dans le devis global de démantèlement des installations. Le chiffrage a été effectué par SGN, filiale d'ingénierie du groupe qui a conçu et assuré la maîtrise d'œuvre de la réalisation des installations. Les outils de calculs, les moyens associés et le procédé d'évaluation ont été certifiés par un organisme tiers : Bureau Veritas. Les résultats obtenus ne font pas apparaître d'évolutions significatives par rapport au devis précédent.

(1) Trésorerie disponible à une échéance de moins de 3 mois (cf. note 11 de l'Annexe aux comptes consolidés) – concours bancaires (cf. note 13 de l'annexe aux comptes consolidés).

## Répartition de la provision de démantèlement par site au 30 juin 2003\*



\* Quote-part Areva : 4 274 millions d'euros au 30 juin 2003.

Le devis de démantèlement de l'usine de Marcoule est en cours de révision. Ces deux usines, la Hague et Marcoule, représentent 86 % du montant de la provision globale<sup>(1)</sup> et 70% de la quote-part de provision AREVA<sup>(2)</sup> dans le devis global. Les travaux de révision de devis devant s'achever fin 2003, les provisions au 30 juin 2003 n'ont pas été modifiées.

Pour les autres installations (Melox, Eurodif, et Cadarache), les devis pris en compte sont récents et ne font pas l'objet de révision en 2003, hors effet inflation.

Les négociations se sont par ailleurs poursuivies avec les tiers concernés par le démantèlement de ces installations, et en particulier le CEA et EDF.

EDF et COGEMA se sont engagés dans un processus de négociation globale visant à définir :

- les conditions juridiques et financières d'un transfert à COGEMA des obligations financières actuelles d'EDF de participation au démantèlement du site de la Hague. Celles-ci pourraient comprendre les modalités d'un acquittement libératoire de cet engagement long terme ;
- la participation financière d'EDF au titre de la reprise et du conditionnement des déchets du site de la Hague ;
- les conditions économiques du futur contrat de traitement de combustible usé sur la période 2008-2020.

Dans ce cadre, les éléments tenant à la révision du devis de démantèlement de référence et à la fixation des quotes-parts respectives pour le financement de ce démantèlement ont d'ores et déjà fait l'objet fin juillet d'un relevé de positions communes accepté par les parties. Toutefois, au regard du caractère global de cette négociation et du fait qu'elle n'est pas à ce stade finalisée, AREVA a maintenu dans les comptes semestriels au 30 juin 2003 les modalités d'évaluation des provisions constituées au 31 décembre 2002.

Face à sa quote-part dans les provisions de démantèlement, le portefeuille financier dédié affiche une valeur nette d'impôt de 1 932 millions d'euros au 30 juin 2003 (2 024 au 25 septembre 2003). Compte tenu de la chronique de dépenses de démantèlement prévue, le groupe estime que le taux de rendement annuel net que doit atteindre le portefeuille est de 3,5 % à fin septembre 2003.

### 5.3. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement du groupe est structurellement négatif, compte tenu de l'importance des avances clients principalement liées aux activités long terme du pôle Aval.

Le besoin en fonds de roulement opérationnel baisse très sensiblement au premier semestre 2003 de 471 millions d'euros. Cette baisse résulte principalement de l'augmentation des avances clients, de la comptabilisation d'un important avoir client sur la période, et du déstockage d'uranium lié à l'interruption de production de la mine de McArthur au second trimestre 2003. Il s'agit de phénomènes conjoncturels, et la variation de BFR de l'ensemble de l'exercice devrait être inférieure à ce qu'elle a été au premier semestre.

(1) La provision globale s'élève à 12 259 millions d'euros.

(2) La quote-part d'AREVA dans la provision globale s'élève à 4 274 millions d'euros.

## 5.4. Trésorerie nette

Au 30 juin 2002, le groupe dispose d'une trésorerie nette<sup>(1)</sup> de 1 737 millions d'euros, contre 1 113 millions d'euros au 31 décembre 2002. La variation s'explique essentiellement par le cash-flow net dégagé sur la période, et décrit au paragraphe 4.

Pour apprécier la trésorerie nette d'un point de vue économique, il convient de prendre en compte les éléments suivants :

- La trésorerie nette présentée intègre 33 millions d'euros de disponibilités au sein du portefeuille de démantèlement. Ces 33 millions sont à déduire, d'un point de vue économique, car utilisés à la couverture des provisions de démantèlement.
- Certaines avances clients font l'objet d'une rémunération et présentent donc à ce titre un caractère de dette. Les avances correspondantes représentent 403 millions d'euros au 30 juin 2003 et sont, d'un point de vue économique, à déduire.
- Enfin, la trésorerie nette présentée :
  - prend en compte 25 millions d'euros de provisions sur valeurs mobilières de placement, qu'il convient de corriger avant de valoriser ces titres à leur valeur de marché ;
  - valorise les titres de placement à leur valeur historique d'acquisition. Les plus-values latentes nettes d'impôts s'élèvent à 330 millions d'euros au 30 juin 2003.

Compte tenu de ces éléments, il ressort que la trésorerie nette du groupe est, d'un point de vue économique, de 1 656<sup>(2)</sup> millions d'euros au 30 juin 2003.

## 5.5. Capitaux propres

Les capitaux propres passent de 4 020 millions d'euros au 31 décembre 2002, à 3 809 millions d'euros au 30 juin 2003. Cette baisse reflète essentiellement la combinaison du résultat net constaté au premier semestre 2003 et le paiement des dividendes versés au titre de l'exercice 2002.

## 6. Evènements postérieurs à la clôture

### Signature de l'accord d'acquisition de la division T&D (Transmission & Distribution) d'Alstom

L'accord a été signé le 25 septembre 2003, après les dues diligences réalisées dans le courant de l'été. Le closing de cette opération devrait intervenir le 9 janvier 2004. Cette acquisition permet à AREVA de se renforcer au plan international dans son cœur de métier, la fourniture de biens et de services aux électriciens. Elle permettra également de mieux comprendre les problématiques de ces clients : la gestion des réseaux devient en effet un sujet particulièrement stratégique pour les électriciens.

### Cinquième réacteur nucléaire finlandais : l'électricien TVO retient l'EPR comme option privilégiée

Le 16 octobre 2003, l'électricien Teollisuuden Voima Oy (TVO) a décidé d'engager des négociations en priorité avec le consortium mené par AREVA pour la construction du cinquième réacteur nucléaire clés en main en Finlande. La technologie retenue est celle de l'EPR. Sous réserve de la signature du contrat final d'ici à la fin de cette année, Framatome ANP, filiale d'AREVA et de Siemens, fournira notamment l'îlot nucléaire.

(1) Trésorerie + titres de placement – dettes financières (cf. note 13 de l'Annexe aux comptes consolidés).

(2)  $1\,737 - 33 - 403 + 25 + 330 = 1\,656$ .

## 7. Comptes consolidés

### 7.1. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'examen limité des comptes semestriels consolidés – Période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2003

En notre qualité de Commissaires aux Comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité du tableau d'activité et de résultats présenté sous la forme de comptes semestriels consolidés de la société AREVA relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2003, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué cet examen selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences limitées conduisant à une assurance, moins élevée que celle résultant d'un audit, que les comptes semestriels consolidés résumés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit, mais se limite à mettre en œuvre des procédures analytiques et à obtenir des dirigeants et de toute personne compétente les informations que nous avons estimées nécessaires.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation à la fin de ce semestre.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 12 de l'annexe qui mentionne les incertitudes inhérentes à l'évaluation des coûts de fin de cycle, la révision en cours de certains devis de démantèlement et la part qui incombe aux clients, en particulier à EDF.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 2003

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE TOUCHE TOHMATSU / Pascal Colin, Jean-Paul Picard  
MAZARS & GUERARD / Thierry Blanchetier, Michel Rosse  
RSM SALUSTRO REYDEL / Denis Marangé, Hubert Luneau

## 7.2. Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	Notes en annexe	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>		<b>4 137</b>	<b>3 982</b>	<b>8 265</b>
Coût des produits vendus		(3 150)	(2 977)	(6 129)
<b>MARGE BRUTE</b>		<b>987</b>	<b>1 005</b>	<b>2 136</b>
Frais de recherche et développement		(141)	(164)	(332)
Frais commerciaux		(169)	(203)	(384)
Frais généraux et administratifs		(278)	(306)	(624)
Autres charges et produits opérationnels	3	(237)	(164)	(616)
<b>RESULTAT OPERATIONNEL</b>		<b>161</b>	<b>168</b>	<b>180</b>
Résultat financier	4	6	(1)	587
<b>RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES</b>		<b>167</b>	<b>167</b>	<b>767</b>
Résultat exceptionnel	5	81	76	289
Impôts sur les bénéfices	6	(107)	(51)	(220)
<b>RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES</b>		<b>141</b>	<b>192</b>	<b>836</b>
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	9	18	31	83
<b>RESULTAT NET AVANT AMORTISSEMENT DES SURVALEURS</b>		<b>159</b>	<b>223</b>	<b>919</b>
Amortissements des écarts d'acquisition	7	(55)	(75)	(593)
<b>RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE</b>		<b>103</b>	<b>148</b>	<b>326</b>
Intérêts minoritaires		(48)	(44)	(86)
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>		<b>55</b>	<b>104</b>	<b>240</b>
Nombre moyen d'actions		35 442 701	35 442 701	35 442 701
Résultat net par action		1,56	2,93	6,77
Résultat net par action dilué		1,56	2,93	6,77

### 7.3. Bilan consolidé

#### Actif

<i>En millions d'euros</i>	Notes en annexe	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Exercice 2002
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Ecart d'acquisition	7	1 435	1 537
Immobilisations incorporelles nettes		518	510
Actifs de démantèlement	8	9 161	9 223
Immobilisations corporelles nettes		4 477	4 647
Titres mis en équivalence	9	1 610	1 652
Autres immobilisations financières	10	2 612	2 580
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>19 813</b>	<b>20 149</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Stocks et en-cours		1 768	1 960
Clients et comptes rattachés		2 193	2 552
Autres créances		1 447	1 400
Trésorerie et valeurs mobilières de placement	11	3 826	3 302
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>		<b>9 234</b>	<b>9 214</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>29 047</b>	<b>29 363</b>

#### Passif

<i>En millions d'euros</i>	Notes en annexe	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Exercice 2002
Capital		1 347	1 347
Primes et réserves consolidées		2 362	2 333
Réserve de conversion		45	100
Résultat net de l'exercice – Part du groupe		55	240
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>3 809</b>	<b>4 020</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		<b>216</b>	<b>215</b>
<b>INTERETS MINORITAIRES</b>		<b>947</b>	<b>988</b>
Pensions et avantages assimilés		635	568
Provisions pour risques et charges	12	14 369	14 485
Dettes financières	13	2 107	2 217
Avances et acomptes		4 285	4 066
Fournisseurs et comptes rattachés		851	1 056
Autres dettes d'exploitation		1 827	1 748
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>29 047</b>	<b>29 363</b>

## 7.4. Tableau des flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
<b>FLUX D'EXPLOITATION</b>			
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	55	104	240
Intérêts minoritaires	48	44	86
Résultat net de l'ensemble	103	148	326
Perte (profit) des sociétés en équivalence net des dividendes reçus	12	(5)	(55)
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	470	406	1 380
Dotation nette aux provisions	(17)	120	331
Perte (profit) sur cession d'actifs immobilisés et titres de placement	(63)	(144)	(977)
Autres éléments sans effet de trésorerie	(10)	10	6
<b>MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>495</b>	<b>535</b>	<b>1 011</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	453	(120)	(104)
<b>TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>947</b>	<b>415</b>	<b>907</b>
<b>FLUX D'INVESTISSEMENT</b>			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(180)	(191)	(430)
Acquisition d'immobilisations financières	(117)	(454)	(475)
Variation des avances clients finançant les investissements	(30)	(56)	(71)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	25	13	230
Cession d'immobilisations financières	201	290	262
<b>TRESORERIE UTILISEE PAR LES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(101)</b>	<b>(398)</b>	<b>(484)</b>
<b>FLUX DE FINANCEMENT</b>			
Apports en fonds propres		18	-
Dividendes versés	(295)	(38)	(262)
Augmentation (diminution) des dettes	(108)	(25)	72
<b>TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(403)</b>	<b>(45)</b>	<b>(190)</b>
Diminution (augmentation) des titres de placement	80		995
Impact des variations de taux de change	3	(13)	23
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) TOTALE DE LA TRESORERIE</b>	<b>526</b>	<b>(41)</b>	<b>1 250</b>
Trésorerie à l'ouverture	2 045	1 715	1 715
Moins solde créditeurs bancaires	(116)	(216)	(216)
Moins reclassement des titres de placement			(819)
<b>TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>1 929</b>	<b>1 499</b>	<b>680</b>
Trésorerie à la clôture	2 626	1 701	2 045
Moins solde créditeurs bancaires	(170)	(243)	(116)
<b>TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 456</b>	<b>1 458</b>	<b>1 929</b>



## 7.5. Variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Nombres d'actions et de certificats d'investissement	Capital	Primes et réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres groupe	Intérêts minoritaires
<b>1<sup>er</sup> janvier 2002</b>	<b>35 442 701</b>	<b>1 347</b>	<b>2 569</b>	<b>271</b>	<b>4 187</b>	<b>1 004</b>
Résultat net			240		240	86
Dividendes distribués			(220)		(220)	(41)
Changements de méthode comptable et autres			(16)		(16)	(24)
Ecarts de conversion				(171)	(171)	(37)
<b>31 décembre 2002</b>	<b>35 442 701</b>	<b>1 347</b>	<b>2 573</b>	<b>100</b>	<b>4 020</b>	<b>988</b>
Augmentation de capital						
Résultat net			55		55	48
Dividendes distribués			(220)		(220)	(75)
Changements de méthode comptable et autres			9	(8)	1	4
Ecarts de conversion				(47)	(47)	(18)
<b>30 juin 2003</b>	<b>35 442 701</b>	<b>1 347</b>	<b>2 417</b>	<b>45</b>	<b>3 809</b>	<b>947</b>

## 7.6. Information sectorielle

### Par pôle d'activité

#### Premier semestre 2003

<i>En millions d'euros (sauf effectifs)</i>	Amont	Réacteurs et services	Aval	Nucléaire	Connectique	Holding et autres activités et éliminations	Total groupe
<b>Résultats</b>							
Chiffre d'affaires brut	1 437	1 065	1 085	3 587	689	(140)	4 136
Ventes interpôles	(12)	(75)	(98)	(185)		185	0
Chiffre d'affaires contributif	1 425	990	987	3 402	689	45	4 136
Résultat opérationnel	168	57	49	274	(62)	(51)	161
% du CA	11,7 %	5,7 %	4,9 %	8,0 %			3,9 %
<b>Trésorerie</b>							
EBITDA	248	70	263	581	(9)	(14)	558
% du CA contributif	17,4 %	7 %	26,6 %	17 %			13,5 %
Investissements nets	51	25	104	180	26	19	226
Résultat sur cessions d'actifs corporels et incorporels	(1)	1,5	1	1,5	2,8	0,8	5,1
Variation de BFR opérationnel	185,3	87,4	189,6	462,3	(11,3)	20,2	471,3
Cash-flow opérationnel	381,1	133,8	349,5	864,4	(43,2)	(12,1)	809,1
<b>Autres</b>							
Actifs immobilisés	2 098	525	11 921	14 544	822	4 447	19 813
Besoin en fonds de roulement	(48)	45	628	625	280	(2 497)	(1 592)
Effectifs	9 851	13 151	10 893	33 895	12 383	2 397	48 675

Les activités de Duke Engineering & Services acquises en avril 2002 ont généré un chiffre d'affaires sur le premier semestre 2003 de 149 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires de la division MAI du groupe FCI jusqu'à sa date de cession en mai 2003 s'est élevé à 40 millions d'euros.

L'EBITDA correspond au résultat opérationnel avant dotations/reprises sur amortissements et provisions.

## Premier semestre 2002

<i>En millions d'euros (sauf effectifs)</i>	Amont	Réacteurs et services	Aval	Nucléaire	Connectique	Holding et autres activités et éliminations	Total groupe
<b>Résultats</b>							
Chiffre d'affaires brut	1 305	897	1 055	3 257	813	(88)	3 982
Ventes interpôles	(6)	(57)	(71)	(134)		134	
Chiffre d'affaires contributif	1 300	840	983	3 123	813	46	3 982
Résultat opérationnel	238	11	57	306	(95)	(43)	168
% du CA	18,3 %	1,3 %	5,8 %	9,8 %			4,2 %

Certaines des activités de Duke Engineering et Services, acquises en mai 2002, étaient en cours d'affectation aux pôles nucléaires concernés au 30 juin 2002. Ces activités étaient positionnées en "autres activités" et ont été ventilées au second semestre 2002.

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2002 du pôle Amont (Eurodif) tient compte de la refacturation de matière complémentaire nécessaire au façonnage de leur uranium naturel pour 60 millions d'euros et qui du fait du choix de certains clients d'apporter leur énergie en tant que matière complémentaire nécessaire au façonnage de leur uranium naturel ne figure plus dans le chiffre d'affaires.

## Exercice 2002

<i>En millions d'euros (sauf effectifs)</i>	Amont	Réacteurs et services	Aval	Nucléaire	Connectique	Holding et autres activités et éliminations	Total groupe
<b>Résultats</b>							
Chiffre d'affaires brut	2 583	2 074	2 271	6 928	1 560	(223)	8 265
Ventes interpôles	(24)	(143)	(185)	(352)	0	352	0
Chiffre d'affaires contributif	2 559	1 931	2 086	6 576	1 560	129	8 265
Résultat opérationnel	333	81	235	649	(406)	(63)	180
% du CA	13,0 %	4,2 %	11,3 %	9,9 %	(26,0 %)	n.s.	2,2 %
<b>Trésorerie</b>							
EBITDA	425	87	756	1 268	(26)	(92)	1 150
% du CA contributif	16,6 %	4,5 %	36,2 %	19,3 %	- 1,7 %	n.s.	13,9 %
Investissements nets	(93)	(49)	(228)	(370)	(88)	(25)	(483)
Résultat sur cessions d'actifs corporels et incorporels	(1)	(1)	23	21	2	-	23
Variation de BFR opérationnel	113	34	(280)	(133)	86	(25)	(72)
Cash-flow opérationnel	445	71	271	787	(26)	(143)	618
<b>Autres</b>							
Actifs immobilisés	2 076	551	12 057	14 684	944	4 521	20 149
Besoin en fonds de roulement	600	277	(2 241)	(1 364)	352	54	(958)
Capitaux employés	1 955	906	509	3 370	1 611	1 050	6 031
Effectifs	9 536	13 327	10 719	33 582	14 015	2 550	50 147

Les capitaux employés comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles nettes, le besoin en fonds de roulement opérationnel, les avances clients finançant les immobilisations et les provisions pour charges à engager.

Le chiffre d'affaires 2002 du pôle Amont (Eurodif) diminue du fait du choix de certains clients d'apporter leur énergie en tant que matière complémentaire nécessaire au façonnage de leur uranium naturel; par conséquent, la valeur de cette énergie n'est incluse ni dans les coûts des services d'enrichissement ni dans le chiffre d'affaires (193 millions d'euros en 2002). Comme auparavant la facturation de cette énergie se faisait en transparence pour la société, cette modalité de facturation est neutre pour le résultat.

## Par zone géographique

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2003				1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
	Nucléaire	Connectique	Autre	Total		
France	1 165	210	11	1386	1 533	3 242
Europe (hors France)	846	152	2	1 000	895	1 646
Amérique du Nord	699	168	33	901	513	1 703
Asie	654	159	1	813	237	1 350
Autres pays	36	0		36	804	324
<b>Total</b>	<b>3 400</b>	<b>689</b>	<b>47</b>	<b>4 136</b>	<b>3 982</b>	<b>8 265</b>

## 8. Annexe aux comptes consolidés

### Note 1 - Principes comptables

Les comptes consolidés semestriels d'AREVA sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables utilisées à la clôture des comptes annuels, en accord avec :

- le règlement 99-02 du Comité de la réglementation comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales et entreprises publiques ;
- la recommandation du Conseil national de la comptabilité 99.R.01, relative aux comptes intermédiaires.

### Note 2 - Périmètre

#### Opérations réalisées en 2003

Le Groupe AREVA a procédé en mai 2003 à la cession de la division MAI du groupe FCI. Cette opération a dégagé une plus-value de 66 millions d'euros. Le chiffre d'affaires de cette division s'élevait à 75 millions d'euros au premier semestre 2002 et à 40 millions d'euros au premier semestre 2003 jusqu'à la date de la cession.

#### Opérations réalisées en 2002

Framatome ANP a signé le 31 janvier 2002 un accord en vue d'acquérir Duke Engineering & Services (DE&S), filiale de l'électricien américain Duke Energy. Cette acquisition a été finalisée fin avril 2002 et renforcera les positions du groupe sur le marché américain. Le prix d'acquisition de DE&S et de ses filiales est de 80,5 millions de dollars.

Les opérations de réorganisation des filiales du groupe COGEMA situées aux Etats-Unis ont consisté à regrouper au sein d'une même structure, Cogema Inc, les titres de participations desdites filiales. Cette réorganisation a pour objectif d'améliorer l'efficacité économique du groupe COGEMA aux Etats-Unis en permettant la création de synergies tant sur les revenus procurés par l'activité des filiales que sur les coûts y afférents. Ainsi, ont été apportées à Cogema Inc par SGN des actions qu'elle détenait représentant 100 % du capital de Cogema Services Inc, par COGEMA des actions qu'elle détenait représentant 100 % du capital de Canberra Inc et par Cogema Logistics des actions qu'elle détenait représentant 100 % du capital de Transnucléaire Inc.

AREVA a cédé en janvier 2002 la société Sovakle, spécialisée dans la gestion immobilière, pour 122 millions d'euros. Pragodata a été cédé pour un euro symbolique. Atea Industrie SA a été cédé le 25 janvier 2002.

### Note 3 - Autres charges et produits opérationnels nets

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
Résultat net sur cessions d'actifs immobilisés non financiers	(5)	(2)	(24)
Coûts de restructuration et plan CATS CASA	(91)	(36)	(345)
Autres charges et produits nets	(141)	(126)	(247)
<b>Total</b>	<b>(237)</b>	<b>(164)</b>	<b>(616)</b>

Les coûts de restructuration et plans CATS / CASA concernent le secteur d'activité connectique (FCI) pour 44 millions d'euros et le secteur d'activité nucléaire pour 47 millions d'euros.

Les autres charges et produits opérationnels comprennent principalement des charges nettes liées aux amortissements et aux provisions pour opérations de fin de cycle de 22 millions d'euros, des dotations aux provisions liées aux pertes à terminaison de 7 millions d'euros et des dotations nettes de reprises pour provision pour retraite de 75 millions d'euros.

Les autres charges et produits opérationnels, au 30 juin 2002, incluent notamment la dotation aux provisions pour fin de cycle pour 61 millions d'euros.

## Note 4 - Résultat financier net

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
Produits des placements	45	38	97
Charges d'intérêts sur emprunts et lignes de crédit	(35)	(60)	(87)
Résultat net de change	2	(4)	1
Résultat sur cessions de titres	1	47	689
Dividendes reçus	28	54	57
Provisions sur titres	19	(18)	(46)
Abandons de créances		(8)	(8)
Résultat lié aux opérations de démantèlement et autres contrats long terme	(63)	(50)	(115)
Autres produits et charges financières	11	0	
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>(1)</b>	<b>587</b>

Le résultat lié aux opérations de démantèlement et autres contrats à long terme inclut 63,7 millions d'euros de dépréciation du portefeuille de TIAP dédié aux opérations de fin de cycles contre 57,4 millions d'euros au 31 décembre 2002.

## Note 5 - Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel du premier semestre 2003 comprend principalement la plus-value de cession de la division MAI pour un montant de 66 millions d'euros et une reprise de provision de pénalités de retard de 20 millions d'euros relative à l'issue favorable du litige qui opposait le groupe à l'administration fiscale concernant une distribution de dividendes intervenue en 1999.

Au 30 juin 2002, le résultat exceptionnel est constitué de la plus-value de 77 millions d'euros réalisée sur la cession de Sovaklé (voir note 2).

## Note 6 - Impôts sur les bénéfiques

### Analyse de la charge d'impôts sur les bénéfiques

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
Impôts courants (France)	(75)		(184)
Impôts courants (autres pays)	(30)		(50)
Total impôts courants	(105)	(66)	(234)
Impôts différés	(2)	15	14
<b>Total</b>	<b>(107)</b>	<b>(51)</b>	<b>(220)</b>

### Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôts

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2003	1 <sup>er</sup> semestre 2002	Exercice 2002
Résultat net	55	104	240
Intérêts minoritaires	48	44	86
Résultat net des sociétés mises en équivalence	(18)	(31)	(83)
Charge (produit) d'impôt	107	51	220
Résultat avant impôts	192	168	463
Profit (charge) d'impôt théorique	(68)	(60)	(164)
<b>Rapprochement</b>			
Incidence des résultats imposés à l'étranger			12
Opérations imposées à taux réduit	2	26	125
Différences permanentes	(1)	(17)	(236)
Crédit d'impôt et autres impôts			21
Variation de la provision pour dépréciation des impôts différés actifs	(39)		22
<b>Produit (charge) réel d'impôt</b>	<b>(107)</b>	<b>(51)</b>	<b>(220)</b>

## Note 7 - Ecarts d'acquisition nets

Valeurs nettes <i>En millions d'euros</i>	31 décembre 2002	Acquisition cession	Dotation reprise	Ecart conversion et autres	30 juin 2003
<b>Nucléaire</b>					
Framatome ANP	421	1	(16)	(8)	398
COGEMA	113		(3)	(10)	99
Technicatome	5			(1)	4
<b>Composants</b>					
FCI	380		(12)	(30)	338
STMicronics	87		(9)		78
<b>Holding et autres</b>					
AREVA	493		(13)		480
Eramet	38		(1)		37
<b>Total</b>	<b>1 537</b>	<b>1</b>	<b>(54)</b>	<b>(49)</b>	<b>1 434</b>

Dans un secteur en consolidation, le pôle Connectique a acquis durant les dernières années nombre de sociétés dont Berg en 1998 aux Etats-Unis afin de s'assurer un positionnement mondial sur le secteur des systèmes d'interconnexions sur les marchés des télécoms et de l'informatique.

Depuis l'éclatement de la bulle spéculative fin 2000 et le retournement du marché des sociétés de Technologies Média et Télécom (TMT) qui s'est accentué sur la fin de l'année 2001 et s'est confirmé sur le premier trimestre 2002, le groupe a été amené à réestimer la valeur d'utilité de cette branche d'activité par rapport à sa valeur d'acquisition. En conséquence, le groupe a procédé à un amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition sur la société Berg pour un montant de 730 millions d'euros en 2001 et 275 millions d'euros en 2002. La valeur nette du goodwill de la division après cette dépréciation s'élève à 352 millions d'euros au 31 décembre 2002.

Sur le premier semestre 2003, une nouvelle évaluation de la valeur d'usage du goodwill de cette activité a été réalisée et n'a pas donné lieu à la constatation d'une dépréciation complémentaire.

## Note 8 - Actifs de démantèlement

Le groupe reconnaît en complément de la valeur de ses immobilisations corporelles, la part à terme des coûts des opérations de fin de cycle (démantèlement des installations nucléaires, décontamination) et provisionne également pour leur intégralité les coûts de reprise et conditionnement des déchets restant à la charge du groupe ainsi que la part à terme devant être financée par certains clients. En contrepartie, le coût total estimé des opérations de fin de cycle est désormais provisionné dès la mise en service actif, y compris, le cas échéant, la quote-part financée par des tiers.

Le montant des actifs de démantèlement s'élève au 30 juin 2003 à 9 161 millions d'euros. Aucun actif n'est constaté pour les sites actuellement en cours de démantèlement.

La part des opérations de démantèlement restant à la charge du groupe s'élève à 1 176 millions d'euros. La part à terme devant être financée par certains clients s'élève à 7 985 millions d'euros.

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2003			Exercice 2002		
	Quote-part groupe	Quote-part tiers	Total	Quote-part groupe	Quote-part tiers	Total
<b>Valeur nette</b>	<b>1 176</b>	<b>7 985</b>	<b>9 161</b>	<b>1 194</b>	<b>8 029</b>	<b>9 223</b>

## Note 9 - Titres mis en équivalence

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2003			Exercice 2002		
	% d'intérêt	Part du résultat net	Part des capitaux propres	% d'intérêt	Part du résultat net	Part des capitaux propres
Comilog	7,7 %	(3)	24	7,7 %	1	27
STMicroelectronics hol <sup>(1)</sup>	17,3 %	14	1 200	17,3 %	75	1 230
Eramet	26,3 %	6	227	26,3 %	(1)	264
Eramet Manganèse Alliages	30,5 %	(2)	54	30,5 %	(6)	56
Groupe Assystem	38,6 %	0	30	38,6 %	5	34
Autres		3	75		8	41
<b>Total</b>		<b>18</b>	<b>1 610</b>		<b>82</b>	<b>1 652</b>

(1) La part du groupe s'élève à 11,04 % au 30 juin 2003 (11,04 % au 31 décembre 2002).

## Note 10 - Autres immobilisations financières

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Exercice 2002
Titres de participations	52	34
Portefeuille dédié aux démantèlement des installations	2 063	2 127
Créances rattachées à des participations	65	71
Prêts, dépôts et créances diverses	432	348
<b>Valeur nette comptable</b>	<b>2 612</b>	<b>2 580</b>

## Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille (TIAP)

En millions d'euros	Valeur comptable nette		Valeur de marché		Valeur de marché nette d'impôt	
	30 juin 2003	31 décembre 2002	30 juin 2003	31 décembre 2002	30 juin 2003	31 décembre 2002
TIAP dédiés	2 063	2 127	1 821	1 809	1 899	1 889

Le poste "Titres Immobilisés de l'Activité de Portefeuille" (TIAP) regroupe les investissements dans des titres de placement, soit par détention directe de ligne de titres, soit sous forme d'OPCVM, opérés dans une perspective à moyen ou long terme. La valeur d'inventaire est déterminée à partir des valeurs d'utilité définies ci-dessous :

- Lignes de titres détenues directement : moyenne (a) des valeurs de marché établies par un panel stable d'analystes financiers externes à la clôture de l'exercice et (b) de la valorisation à moyen terme tenant compte du taux de croissance des bénéfices futurs, du taux de risque des marchés actions et du taux de risque spécifique à l'entreprise détenue. Une provision pour dépréciation ne sera constatée qu'après la réalisation d'un test de dépréciation basé sur les cours de bourse : si la moyenne des cours de bourse des six derniers mois précédant la clôture est inférieure de plus de 20 % (ou 30 % en cas de forte volatilité), une provision pour dépréciation est constatée en comparant la valeur d'utilité telle que définie ci-dessus et la valeur comptable.
- Lignes de titres détenues sous forme d'OPCVM : moyenne mobile de leur valeur liquidative boursière sur une durée maximale de 24 mois précédant la clôture.

Au 30 juin 2003, une dotation complémentaire de 63,7 millions d'euros a été comptabilisée.

## Note 11 - Trésorerie et valeurs mobilières de placement

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Exercice 2002
Valeurs mobilières de placement (valeur brute)	3 645	3 115
Valeurs mobilières de placement (dépréciation)	(25)	(39)
Disponibilités	207	226
<b>Valeur nette</b>	<b>3 826</b>	<b>3 302</b>

Les valeurs mobilières de placement sont représentées essentiellement par des actions cotées, des fonds communs de placement, des obligations, des Sicav et des titres de créances négociables. Au 30 juin 2003, la valeur de marché de ces valeurs mobilières de placement s'élève à 4 254 millions d'euros. La plus-value latente est principalement due à l'appréciation des actions Total.

## Analyse de la trésorerie et des titres de placement

<i>En millions d'euros</i>	Nombre titres	Valeur comptable brute au 30 juin 2003	Valeur comptable nette au 30 juin 2003	Valeur de marché au 30 juin 2003
<b>Titres de placement</b>				
Actions cotées				
Total	5 403 567	310	310	711
Alcatel	2 597 435	27	21	20
Société Générale	1 690 000	104	95	93
Monétaire > 3 mois à l'origine				
Autres		783	774	804
<b>Total titres de placement</b>		<b>1 224</b>	<b>1 200</b>	<b>1 628</b>
<b>Trésorerie</b>				
Monétaire < 3 mois à l'origine				
Disponibilités		2 420	2 420	2 420
<b>Total trésorerie</b>		<b>2 626</b>	<b>2 626</b>	<b>2 626</b>
<b>Valeur nette au 30 juin 2003</b>		<b>3 850</b>	<b>3 826</b>	<b>4 254</b>

## Note 12 - Provisions pour risques et charges

<i>En millions d'euros</i>	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Exercice 2002
Démantèlement des installations nucléaires	8 459	8 504
Reprise de déchets	3 800	3 779
<b>Sous-total : provisions pour opérations de fin de cycle</b>	<b>12 259</b>	<b>12 283</b>
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration	83	90
Provisions pour risques	361	436
Restructurations et plans sociaux	116	183
Travaux restant à effectuer	1 412	1 372
Autres	138	120
<b>Total</b>	<b>14 369</b>	<b>14 485</b>

### Provisions pour opérations de fin de cycle

#### ▪ Nature des engagements

En tant qu'exploitant d'installations nucléaires, le groupe a l'obligation juridique de procéder, lors de l'arrêt définitif de tout ou partie de ses installations industrielles, à leur mise en sécurité et à leur démantèlement. Il doit également trier, conditionner selon les normes en vigueur les différents déchets et rebuts issus des activités d'exploitation passées et du démantèlement des installations, en vue du stockage définitif de ces déchets ultimes. Pour le groupe, les installations en cause concernent l'amont du cycle avec l'usine d'enrichissement d'Eurodif à Pierrelatte mais surtout l'aval du cycle : usines de traitement de Marcoule et de La Hague, ou de fabrication de combustibles MOX.

Cette obligation inhérente à la qualité d'exploitant nucléaire incombe également au groupe pour des installations dont elle n'est pas propriétaire (installations du CEA à Cogema Pierrelatte, et de certaines installations à Marcoule). D'autres sites de Framatome ANP sont aussi concernés par ces obligations.

Dans certaines activités (essentiellement traitement du combustible usé), certains clients ont accepté de prendre directement en charge une partie des coûts associés à ces opérations de démantèlement et gestion des déchets ultimes. Pour le groupe, il en résulte un transfert de l'engagement financier de démantèlement et de reprise et conditionnement des déchets vers ces derniers. D'autres clients ont payé le démantèlement au travers des prix des prestations offertes par le groupe.

En application du règlement CRC n° 2000-06 relatif aux passifs, le groupe a, pour les installations qu'il exploite, modifié à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2002 le mode de constitution des provisions au titre des opérations de fin de cycle de ces installations (démantèlement, décontamination et reprise et conditionnement des déchets). Le coût total estimé des opérations de fin de cycle est désormais provisionné dès la mise en service actif, y compris, le cas échéant, la quote-part financée par des tiers. En contrepartie, un actif de démantèlement a été constaté en immobilisations. La provision pour opérations de fin de cycle, en euros courants et non actualisée, s'élève à 12 259 millions d'euros au 30 juin 2003.

L'échéancier des dépenses correspondant à ces engagements se situe principalement à un horizon postérieur à 2015 et sur une période susceptible d'aller au-delà de 2040.

#### ▪ Détermination de la provision

L'estimation de l'engagement de démantèlement, calculé installation par installation, est effectuée sur les bases suivantes :

- Le groupe a retenu un démantèlement qui correspond au niveau 2 de la classification de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) et assure une mise en état de sûreté passive des installations.
- L'évaluation des dépenses est faite sur la base des coûts de revient non actualisés des opérations de démantèlement, y compris les coûts prévisionnels de surveillance intérimaire et de stockage des déchets ultimes.
- Les devis détaillés des coûts des opérations de démantèlement et de gestion des déchets ont été principalement établis par SGN, société d'ingénierie ayant assuré la maîtrise d'œuvre de la construction de la plupart des installations de traitement-recyclage, et considérée comme la mieux à même d'en déterminer les modalités de démantèlement. Dans le cas de l'enrichissement, c'est la société Eurodif qui a mené les travaux d'évaluation.
- Les devis sont révisés chaque année pour tenir compte de l'inflation. Cette révision est comptabilisée dans le compte de résultat selon la méthode prospective. Lorsqu'il existe un portefeuille d'actifs dédiés, les effets de l'inflation sont présentés en résultat financier.

En ce qui concerne la reprise et le conditionnement des déchets, au regard de l'avancement des programmes prescrits par la loi n° 91-1381 (aujourd'hui codifiée par les articles L. 542-1 et suivant du Code de l'Environnement) devant décider du cahier des charges relatif à la gestion des déchets ultimes (B et C selon la classification française), et en l'absence de devis engageants concernant ce stockage définitif, le groupe a fixé les hypothèses techniques et financières reposant sur des scénarios de gestion et un planning de réalisation contenus dans une étude élaborée par SGN en 1994.

Le groupe a décidé de maintenir ces évaluations dans la mesure où :

- les grandes étapes de la gestion des déchets B et C n'ont pas été arrêtées, le gouvernement devant présenter au Parlement un rapport global d'évaluation des recherches sur ces déchets accompagné d'un projet de loi autorisant, le cas échéant, la création d'un centre de stockage des déchets à haute activité et à vie longue et fixant le régime des servitudes afférentes à celui-ci ;
- les évaluations financières qui ont été remises par l'ANDRA depuis 1994 aux producteurs, et qui sont en augmentation, ont un caractère indicatif et n'ont jamais fait l'objet d'une approbation ;
- les coûts unitaires de stockage en site profond évoluent de façon significative selon les hypothèses retenues ;
- les coûts retenus par l'ANDRA sont généralement supérieurs au regard d'une étude comparative internationale conduite par le groupe sur les conditions tarifaires en vigueur sur des sites existants et pouvant recevoir ce type de déchets.

Les devis seront également mis à jour en cas d'évolution des réglementations applicables ou si des évolutions technologiques substantielles pouvaient être anticipées. En tout état de cause, le groupe s'est fixé l'objectif de réviser chaque devis selon une périodicité n'excédant pas six ans.

EDF et COGEMA se sont engagés dans un processus de négociation globale visant à définir :

- les conditions juridiques et financières d'un transfert à COGEMA des obligations financières actuelles d'EDF de participation au démantèlement du site de La Hague; celles-ci pourraient comprendre les modalités d'un acquittement libératoire de cet engagement de long terme ;
- la participation financière d'EDF au titre de la reprise et du conditionnement des déchets du site de la Hague ;
- les conditions économiques du futur contrat de traitement des combustibles usés.



Dans ce cadre, les éléments tenant à la révision du devis de démantèlement de référence et à la fixation des quotes-parts respectives pour le financement de ce démantèlement ont d'ores et déjà fait l'objet fin juillet d'un relevé de positions communes accepté par les parties. Toutefois, au regard du caractère global de cette négociation et du fait qu'elle n'est pas à ce stade finalisée, AREVA a maintenu dans les comptes semestriels au 30 juin 2003 les modalités d'évaluation des provisions constituées au 31 décembre 2002.

Les provisions ainsi comptabilisées reflètent les passifs raisonnablement estimés et correspondent à la meilleure estimation conduite par le groupe de ses coûts futurs dans le respect des exigences réglementaires actuelles, des connaissances techniques, ainsi que de l'expérience d'exploitation acquises en la matière.

#### ▪ Financement des dépenses de démantèlement et de reprise de déchets

De manière à couvrir les dépenses futures mises à la charge du groupe, une partie de la trésorerie a été affectée à la constitution d'un portefeuille financier dédié figurant à l'actif du bilan en "Autres immobilisations financières".

### Note 13 - Endettement financier net

En millions d'euros	1 <sup>er</sup> semestre 2003	Exercice 2002
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 873	2 001
Concours bancaires	170	116
Dettes financières diverses*	62	98
Emprunts obligataires (émission en francs français)	2	2
<b>Total des dettes financières</b>	<b>2 107</b>	<b>2 217</b>
Créances financière à court terme	18	28
Disponibilités	3 826	3 302
<b>Total des créances financières et disponibilités</b>	<b>3 844</b>	<b>3 330</b>
<b>Endettement financier net</b>	<b>(1 737)</b>	<b>(1 113)</b>

\* Dont crédit-bail : 9 millions d'euros.

### Note 14 - Transactions avec les entreprises liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le groupe dans le cadre normal de ses activités avec ses participations non consolidées ou mises en équivalence et les actionnaires détenant plus de 5 % du capital de la société mère.

En millions d'euros	CEA	STMicroelectronics
Prêts (y compris court terme) aux sociétés non intégrées	-	-
Garanties données aux sociétés non intégrées	-	-
Ventes	120	-
Achats	29	9

### Note 15 - Autres informations

#### Litiges et passifs éventuels

##### Litiges et passifs éventuels nés au cours du premier semestre 2003

Les litiges nés au cours du premier semestre 2003 ne font pas l'objet de provision significative compte tenu des travaux d'analyse du risque conduit par le groupe et de l'état d'avancement des négociations.

#### • Exelon

Framatome ANP Inc a reçu au cours du premier semestre 2003 un appel en garantie de son client Exelon concernant sa fourniture de combustible.

Exelon ayant observé des crayons non étanches dans quelques assemblages chargés dans ses réacteurs, dont il reste à établir définitivement l'origine technique et la responsabilité, a décidé, unilatéralement :

- de suspendre le contrat en cours "pour cause",
- de décharger de façon anticipée ces assemblages ainsi que certains assemblages de même type présents dans un de ses réacteurs, considérés comme suspects et prévoit de faire de même dans deux autres réacteurs.

La réclamation pour taux de combustion garanti non atteint est contestée par Framatome ANP.

Des échanges sont en cours avec le client en vue de trouver un accord sur ce litige et sur la reprise du contrat suspendu.

- **Paks**

Le 10 avril 2003, un incident s'est produit lors du nettoyage chimique d'un lot d'assemblages combustibles, dans la centrale nucléaire hongroise de Paks. A la suite de cet incident, une augmentation du niveau de radioactivité a été mesurée et des dégâts ont été constatés sur ces assemblages.

D'après le rapport de l'AIEA présenté le 25 juin, les responsabilités sont partagées entre l'exploitant de Paks, l'autorité de sûreté hongroise et Framatome ANP GmbH qui a conçu le système de nettoyage chimique.

Dans l'attente de trouver les termes d'un accord définitif avec le client, le groupe n'a pas cessé de lui apporter son soutien en participant activement à la décontamination du hall, à l'étude des conditions nécessaires à la remise en service du réacteur arrêté, et à l'analyse des causes de cet incident.

### Litiges et passifs éventuels nés antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2003

- **McClean**

Le 23 septembre 2002, faisant suite à une plainte déposée par l'association Inter-Church Uranium Committee Educational Cooperative (ICUCEC) pour non respect par l'autorité de sûreté nucléaire du processus d'autorisation, la Cour Fédérale du Canada a prononcé en première instance l'annulation du permis d'exploitation, délivré en 1999, par l'Atomic Energy Control Board (AECB) à la mine d'uranium et à l'usine de McClean. La Canadian Nuclear Safety Commission (CNSC), qui a succédé à l'AECB, et Cogema Resources Inc ont interjeté en appel et, dans l'attente de son résultat, demandé la poursuite des activités du site de McClean. Le 7 novembre 2002, le juge mandaté par la Cour Fédérale d'Appel du Canada a accordé le sursis à exécution de la première décision. Le jugement d'appel est attendu début 2004.

- **Litige USEC**

Le Département Américain du Commerce (DOC) a imposé des droits compensateurs sur les exportations en provenance de France, d'Allemagne, des Pays-Bas et de Grande-Bretagne des services d'enrichissement aux Etats-Unis suite aux plaintes déposées en décembre 2000 par l'United States Enrichment Corporation (USEC) à l'encontre d'Eurodif et d'Urenco. Le niveau des droits compensateurs (antidumping et anti-subsidies) appliqués aux importations d'Eurodif aux Etats-Unis a conduit à déposer, à fin 2002, 35,1 millions de dollars auprès des douanes américaines, récupérables à l'issue des procédures. En avril 2002, Eurodif a engagé des procédures d'appels contre ces décisions devant la Court of International Trade (CIT) des Etats-Unis. La Court of International Trade (CIT) a rendu sa décision le 25 mars 2003 qualifiant de service la prestation d'Eurodif, donc hors du champ d'application des taxes anti-dumping et subvention. Le Department of Commerce (DOC) doit apporter des éléments nouveaux s'il veut infléchir la décision du CIT. Une procédure d'appel sera possible après cette décision. Le dénouement de cette affaire n'interviendra probablement pas en 2003.

### Evènements postérieurs à la clôture

Le groupe a signé le 25 septembre 2003 avec le groupe Alstom l'accord portant sur les modalités juridiques et financières de l'acquisition du secteur Transmission et Distribution de celui-ci.